La mobilité des étudiants sénégalais

Recherche d'un eldorado scientifique ou "rejet" de l'institution de
départ ?

Mamadou Yéro Baldé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2877>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2877

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 49-65

ISBN : 978-2-919040-28-5

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mamadou Yéro Baldé, « La mobilité des étudiants sénégalais », *Hommes & migrations* [En ligne],
1307 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2877> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.2877

LA MOBILITÉ DES ÉTUDIANTS SÉNÉGALAIS

RECHERCHE D'UN ELDORADO SCIENTIFIQUE OU "REJET" DE L'INSTITUTION DE DÉPART ?

par MAMADOU YÉRO BALDÉ, *doctorant en histoire à l'université Cheikh-Anta-Diop de Dakar.*

Les étudiants sénégalais ont perdu confiance dans l'université de leur pays. Ce constat explique en partie leur mobilité croissante. Plusieurs facteurs sont en cause : le rayonnement des universités étrangères d'Europe et des Etats-Unis, et la désaffection pour un enseignement supérieur qui n'offre plus les conditions de la réussite. Face à la mauvaise organisation des études et au manque de financement, les étudiants réclament une exigence de réforme des politiques universitaires.

La question des migrations est une priorité des agendas gouvernementaux. Depuis quelques années, avec le développement du phénomène de l'émigration clandestine, les autorités des pays de destination des migrants ont engagé des discussions avec leurs homologues des pays de départ pour mettre en place des politiques de découragement. Il s'agissait surtout de trouver des moyens pour choisir parmi les candidats à l'émigration ceux qui leur semblaient "dignes" d'être accueillis.

Cette question n'a pas laissé insensibles les chercheurs en sciences humaines et sociales, comme l'atteste la diversité des publications sur le sujet. Récemment, la revue *Asylon(s)* a consacré une étude à "Migrations et Sénégal"¹, dont le but est de

"poursuivre et [d']approfondir les travaux de recherche effectués sur les migrations sénégalaises, pour en souligner à la fois les lignes de continuité et les ruptures entre les modèles historiques soninkés et peuls et des formes plus récentes".

L'étude s'est intéressée également aux stratégies d'intégration des Sénégalais dans les pays d'immigration. Toutefois, la plupart des travaux scientifiques s'intéressant à la question occultent un autre type de migration pourtant utile pour comprendre la culture migratoire des Sénégalais et la vision sociétale du migrant. Il s'agit des migrations estudiantines. Ce manque d'intérêt pour ces migrations serait-il lié à la faiblesse de la population estudiantine sénégalaise ?

1. Revue *Asylon(s)* n°3, mars 2008. 2. Emmanuelle Bouilly, Nina Marx, « Introduction de « Migrations et Sénégal : pratiques discours et politiques », in *Revue Asylon(s)*, n°3, mars 2008, Migrations et Sénégal, url de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article706.html>.

Pourtant, les étudiants sénégalais ont toujours émigré. S'il est admis qu'ils sont les "champions de la mobilité", il faut noter que la situation s'est accentuée ces dix dernières années³. En effet, partir est devenu une hantise chez certains étudiants. La reconnaissance scientifique et sociale ne s'acquiert, selon eux, que lorsqu'on est diplômé, par exemple, de Paris-VII, de la Sorbonne ou d'Harvard... Par conséquent, tous les moyens sont bons pour partir : bourses, ressources personnelles, échanges, coopération, etc.

Cette contribution vise à montrer comment l'une des institutions d'enseignement supérieur les plus prestigieuses d'Afrique noire francophone, l'université de Dakar, est aujourd'hui "reniée" par ses propres étudiants. Les mobilités estudiantines sont-elles liées à l'absence de politiques de maintien des étudiants ou à la relégation au second plan de l'intellectuel par la société au profit de nouvelles figures de la réussite ? Quel est l'impact des politiques universitaires occidentales sur les étudiants sénégalais ?

Perception de la réussite et mobilité estudiantine sénégalaise

Par le décret 50-414 du 6 avril 1950, la colonie du Sénégal fut dotée d'un institut d'enseignement supérieur jadis appelé Institut des hautes études de Dakar. Sept ans plus tard, le décret du 24 février 1957 transforma l'institution en une université. Du fait d'une politique scientifique cohérente, l'université de Dakar fut, après les indépendances, un lieu propice à l'épanouissement intellectuel et devint une institution plurinationale attirant des étudiants d'horizons divers. Un consensus natio-

nal et africain s'était développé autour de cette institution.

Aujourd'hui, certains facteurs sociaux et politiques ont considérablement contribué à dévaluer l'image de ladite université et son rôle de vecteur de réussite. L'une des conséquences majeures est son abandon au profit de celles des pays développés d'Europe ou d'Amérique, où la société continue à valoriser le diplômé. Cette situation se retrouve dans tous les pays d'Afrique occidentale francophone où l'enseignement supérieur est en crise.

Depuis quelques décennies, les sociétés africaines connaissent des mutations économiques, politiques et sociales qui influent sur les modes de vie, la moralité et les conceptions de la réussite⁴. Dans ce processus de restructuration sociale et de remise en cause des "modèles traditionnels de l'ascension sociale"⁵, en particulier du modèle de l'intellectuel, la société sénégalaise n'a pas été en reste. Mais dans ce pays, ce processus semble avoir atteint son paroxysme en 2000.

L'alternance de 2000⁶ a contribué à la dégradation des codes de moralité et renforcé le phénomène du clientélisme, dont l'une des conséquences est le développement d'imaginaires sociaux de la réussite et du pouvoir symbolisés par les "modèles de l'enrichissement facile" (les politiciens) et ceux du "ludique", "produits par le sport et autres activités de divertissement"⁷.

En effet, l'alternance de 2000 marque au Sénégal "l'avènement des milliards" symbolisé par l'émergence d'une nouvelle classe : les nouveaux riches, quasiment sans histoire professionnelle. Des individus jusque-là inconnus de la société sénégalaise, sans titre universitaire ni profession susceptible de leur conférer un capital social, se hissent au sommet de la République, au grand déplaisir des intellectuels. Situation que fustige I.K., ancien étudiant

3. En 2002, un Conseil des ministres spécial s'est tenu au Sénégal sur la question de la fuite des cerveaux. 4. Tshikala K. Biaya, "Jeunes et culture de la rue en Afrique urbaine. Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa", in *Politique africaine*, n° 80, 2000 ; Jean-François Havard, "Ethos 'Bul faale' et nouvelles figures de la réussite au Sénégal", in *Politique africaine*, n° 82, juin 2001 ; Richard Banegas, Jean-Pierre Warnier, "Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir", in *Politique africaine*, n° 82, juin 2001 ; Jean-Marcellin Manga, *Jeunesse africaine et dynamique des modèles de la réussite sociale. L'exemple du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2012.

5. Voir Richard Banegas, Jean-Pierre Warnier, "Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir", in *Politique africaine*, n° 82, juin 2001.

6. Depuis l'indépendance en 1960, le Sénégal est dirigé par le régime socialiste de Léopold Sédar Senghor et d'Abdou Diouf, soit quarante ans. En 2000, les socialistes furent remplacés par les libéraux avec à leur tête Abdoulaye Wade. Ce changement marque la première alternance démocratique au Sénégal. 7. Marcellin Manga, *Jeunesse africaine et dynamique des modèles de la réussite sociale. L'exemple du Cameroun*, op. cit., p. 9.

peine à avoir un travail qui le valorise socialement. Alors qu'à côté, ceux qui ont un degré minime d'études sont dans les ministères comme conseillers et roulent dans de luxueux 4x4".

Les étudiants face à de nouvelles figures de la réussite

Dans les années 2000, d'autres figures de la réussite se sont affirmées. Il s'agit du triptyque lutteurs-musiciens-danseurs (LMD). Dans cet article, nous insisterons sur le lutteur pour comprendre comment cette figure de la réussite a relégué à l'arrière-plan les traditionnels "référents sociaux": le "*ku jàng ekool* (celui qui a appris à l'école)⁸". La lutte semble être aujourd'hui le moyen le plus rapide pour s'enrichir au Sénégal, au regard des millions que le lutteur peut engranger en quelques minutes. Son prestige, son succès social, sa popularité font qu'il suscite la convoitise des jeunes et devient une cible

incontournable des politiciens dans leur stratégie de récupération politique⁹. Il devient en outre un modèle pour la société, surtout quand il est reçu au palais présidentiel par la première institution de la République.

En 2011, l'ancien président de la République du Sénégal, Abdoulaye Wade, a reçu au palais les lutteurs modou Lo et Balla Gaye pour, dit-on, les réconcilier suite à un différend. Au cours de cette audience, il aurait offert à chacun deux millions de francs CFA et un terrain. Au moment même où l'institution universitaire traversait une crise cyclique, les étudiants ont vu là le mépris de l'autorité politique vis-à-vis de l'enseignement supérieur. Cette situation oblige certains étudiants à opérer de "*nouveaux choix au sein d'une société marquée par de multiples blocages*¹⁰". L'exil scientifique devient une réponse à ce processus de dégradation

Panneaux d'informations destinés aux étudiants du campus universitaire Félix-Houphouët-Boigny (Abidjan), mai 2014.
© CAMILLE MILLERAND

ayant émigré en France, en ces termes : *"À partir de 2000, l'ascension sociale ne dépendait plus du mérite ou des diplômes, mais plutôt de la famille politique. Le diplômé devenait un paria. Et la seule issue qui s'offrait à moi était de migrer en Europe où le diplôme est valorisé."* Avec sa conception "*matérialiste et mondaine du succès*", dit N.D., la société voit dans la politique un nouvel itinéraire d'accumulation de richesses et dans les études une nécessité appauvrissante, car n'offrant presque plus d'ouvertures professionnelles à la mesure des diplômes obtenus. *"Il m'arrive, soutient F.N., institutrice, de me demander à quoi sert l'enseignement supérieur, d'autant plus que mon fils, malgré son niveau d'études supérieures,*

8. Richard Banegas, Jean-Pierre Warnier, "Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir", *art. cité*, p. 6. 9. Il ne s'agit pas ici de faire le procès de la lutte. Mais l'ampleur qu'a prise ce sport à partir de 2000 et l'intérêt que les politiques et la société y ont accordé ont eu un impact non négligeable sur la perception que les jeunes ont aujourd'hui des études et de leur contribution à leur réussite.

10. Marcellin Manga, *Jeunesse africaine et dynamique des modèles de la réussite sociale. L'exemple du Cameroun*, *op. cit.*, p. 9.

du diplôme universitaire qui, dans les années 1980 et 1990, conférait à son détenteur un capital social pouvant lui permettre d' "*accéder au statut envié de [fonctionnaire] et (...) vivre sa vie professionnelle dans ce sanctuaire de l'élite scolarisée qu'est le [building], centre à la fois matériel et symbolique du pouvoir politique et administratif*"¹¹. Outre ces frustrations, les expériences individuelles au sein du campus social et pédagogique sont également source de mobilité estudiantine.

Expériences individuelles et mobilités estudiantines

Après les dynamiques du dehors qui participent à la désacralisation de l'enseignement supérieur et de la figure de l'intellectuel, analysons les facteurs internes de cette décrépitude. Signalons d'emblée qu'il existe une littérature abondante sur les crises des systèmes universitaires africains¹². Mais les

Le Bac est traduit par "bienvenue au chômage"; la fac devient "formation accélérée au chômage"; le sigle FST (Faculté des sciences et techniques) est traduit par Futur sans travail; le signe LMD (licence-master-doctorat) devient en wolof "Légui Ma Dakhla" (Ton exclusion de l'université est imminente).

analyses portent souvent sur les fondements économiques, politiques et pédagogiques des crises. Nous nous intéresserons plutôt au point de vue des étudiants, afin de montrer la corrélation entre expérience individuelle et migration estudiantine.

À partir de données recueillies par questionnaire¹³ auprès, d'une part, d'étudiants sénégalais de l'université de Dakar et, d'autre part, d'étudiants sénégalais inscrits dans des universités occiden-

tales, nous avons voulu comprendre les réelles motivations de ces mobilités. L'analyse de ces données a permis de classer les motifs en fonction du niveau d'études de l'enquêté(e) : étudiants du premier cycle (licence 1 à licence 3) et ceux en année de recherche (master et doctorat). Il ressort de cette enquête que les motifs de départ sont essentiellement le rejet de l'institution et la recherche d'un eldorado scientifique.

Les réponses fournies par les étudiants du premier cycle traduisent leur désaffection vis-à-vis de l'institution universitaire. Ce sont les dysfonctionnements de l'enseignement supérieur¹⁴ et les conditions de vie au sein du campus qui les poussent le plus à partir: "*Cette institution ne nous met pas dans les conditions de réussite, contrairement à la manière dont ça se passe en France où l'étudiant est assuré dès son arrivée d'avoir une bonne formation et d'être bien encadré par les professeurs. Ici, les professeurs n'ont pas le temps*" (M.D).

Cette autre affirmation de M.K., étudiant de licence 3, rend parfaitement compte de la situation de précarité des étudiants: "*Pour percevoir ma bourse, je dois supporter des gaz lacrymogènes*¹⁵; *pour bien suivre mon cours, je dois écourter mon sommeil et me réveiller à 4 heures du matin ou bien je m'abonne au centre. Ici la photocopie est à 15 francs*¹⁶. *Mes cours me sont dispensés en trois mois dans des salles à la dimension et à la chaleur de Rebeuss*¹⁷, *le tout associé de remarques du genre : 'Vous n'avez pas le niveau', ou encore : 'Vous êtes nuls'. Mon logement universitaire et la restauration ne répondent pas aux normes de qualité requises. Le Syndicat autonome des enseignants du supérieur (SAES) enfonce le clou et le gouvernement fait la sourde oreille. L'espoir de nos parents se fane de jour en jour et notre avenir est hypothéqué.*"

11. Christian Coulon, "La tradition démocratique au Sénégal. Histoire d'un mythe", in Christophe Jaffrelot (dir.), *Démocraties d'ailleurs*, Paris, Karthala, 2000, p. 70 cité par Richard Banegas, Jean-Pierre Warnier, "Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir", *op. cit.*, p. 6.

12. Félix-Marie Affa'a, Thérèse Des Lierres, *L'Afrique noire face à sa laborieuse appropriation de l'université*, Laval, Les Presses de l'université de Laval, 2002; Bethuel Makosso, "La crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone. Une analyse pour les cas du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo et de la Côte d'Ivoire", in *JHEA/RESA*, vol. 4, n° 1, 2006. 13. Reconnaissons que l'échantillon est limité par sa taille. 27 questionnaires seulement ont été analysés. La démarche a consisté à comparer les divers témoignages et expériences. Cependant, pour des raisons pratiques, nous n'avons repris ici qu'une infime partie des témoignages, la plupart d'entre eux se recoupant. 14. Absence d'année universitaire normale et apaisée depuis quelques années, démarrage tardif des enseignements... 15. Il fait allusion aux affrontements récurrents sur l'avenue Cheikh-Anta-Diop entre étudiants et forces de police pour la perception des bourses. 16. Il s'agit des mentions écrites sur les pancartes que l'on retrouve devant les cantines réservées pour la photocopie. Ces cantines sont très fréquentées par les étudiants qui, n'ayant pu assister aux cours faute de place dans les amphithéâtres, s'y rendent pour photocopier les cours ratés.

17. Il s'agit d'un quartier de Dakar qui abrite la célèbre prison connue sous le nom de Rebeuss.

Nettoyage collectif organisé chaque semaine par le chef de palier de la cité universitaire Jean Mermoz. Abidjan, mars 2010.
© CAMILLE MILLERAND

Absence de perspectives et faiblesse de l'encadrement

Ces propos posent la question de la pédagogie universitaire, de l'insuffisance des infrastructures et surtout de la lancinante question de l'insertion professionnelle. La chape de plomb psychologique qui pèse sur la formation universitaire se traduit par l'érosion de la confiance en soi, dont la principale conséquence est la désertion de l'espace universitaire dakarois au profit d'autres espaces plus prometteurs. Ce rejet est confirmé par l'adoption

d'un lexique spécifique, qui traduit la perception de l'institution. Le bac (baccalauréat) est traduit par "bienvenue au chômage" ; la fac devient "formation accélérée au chômage" ; le sigle FST (Faculté des sciences et techniques) est traduit par Futur sans travail ; le signe LMD (licence-master-doctorat) devient en wolof "*Légui Ma Dakhla*" (Ton exclusion de l'université est imminente).

Cela traduit l'absence de perspectives au terme de la formation universitaire. Et le système LMD adopté récemment apparaît comme une "réforme suicidaire", inadaptée aux réalités de l'institution. Pour les étudiants en année de recherche, la mobilité est surtout liée à la recherche d'un meilleur

environnement de travail, qui *“tourne autour de la disponibilité de la documentation, de l’accessibilité du directeur de recherche et de l’existence d’un espace d’échanges où les chercheurs confrontent leurs théories”*, explique G. D. Tous reconnaissent l’inexistence d’une politique d’accompagnement du jeune chercheur : *“Une école doctorale doit être un espace dédié à plusieurs disciplines, où des doctorants échantent et affinent leurs recherches. Tel n’est pas le cas de mon école. Les étudiants ne disposent pas de lieu où ils peuvent travailler, faire des recherches et échanger de manière constructive. Mon école n’est pas très organisée. Chaque année, nous rencontrons des problèmes pour accéder à la bibliothèque centrale, alors que l’abonnement est pris en compte dans nos frais de scolarité. En 2013, nous n’avons été autorisés à nous*

inscrire qu’au mois de juin, alors que pour certains, les dossiers de demande avaient été déposés dès février. Bref, mon école n’est doctorale que de nom” (G. D.).

Ces problèmes structurels et l’environnement de plus en plus inapproprié à la recherche, combinés aux difficultés d’insertion¹⁸,

obligent ces doctorants à aller découvrir de nouveaux *“paradis scientifiques”*¹⁹ pour se construire un *“devenir historique”*²⁰. Le choix se porte dès lors sur les universités occidentales, qui offrent aux étudiants d’excellents passeports pour la vie active et une *“formidable capacité de création de savoir et d’innovation technologique”*²¹. Toutefois, il convient de signaler que ces facteurs de répulsion ne sont pas les seuls motifs de mobilité estudiantine. S’y

ajoutent les politiques attractives occidentales à l’égard des étudiants africains.

L’attractivité des universités européennes et américaines

Ces politiques sont diverses et variées et vont d’une stratégie de tamisage, consistant à sélectionner les produits les plus compétents²², aux politiques de séduction en passant par les programmes de mobilité et de bourses. Deux destinations semblent être privilégiées par les étudiants sénégalais : l’Europe de l’Ouest et l’Amérique du Nord.

En Europe de l’Ouest, la France est la première destination, du fait des liens historiques entre les deux pays, renforcés par les politiques migratoires françaises des années 2000 (l’immigration choisie), la langue française, *“le dynamisme des universités et des institutions de recherche scientifique”*²³ et les formules attractives telles que celles qui consistent à insérer le doctorant dans le circuit universitaire en qualité d’assistant²⁴ ou dans celui de la recherche (participation à des colloques scientifiques, publication dans des revues pour jeunes chercheurs).

À ces politiques de séduction, s’ajoutent les programmes de bourses et de mobilité européenne à l’image d’Erasmus, une vision issue de la rencontre de Bologne²⁵. Lancé en 1998 à la Sorbonne, *“le processus de Bologne visait initialement à réformer l’enseignement supérieur des pays européens pour lui permettre de devenir plus attractif par rapport à celui des États-Unis”*²⁶. Dès lors, on ne lésina pas sur les moyens pour renforcer la visibilité de l’enseignement supérieur européen. Cette stratégie permettait d’accueillir de potentiels chercheurs

L’un des facteurs les plus déterminants de l’attrait des étudiants sénégalais pour les universités nord-américaines réside dans le fait que celles-ci, dans leurs structures et fonctionnement, minorent le taux d’échec.

18. Selon le Centre de recherche sur les politiques sociales (Crepes), “10 des 16 % de jeunes diplômés dans des universités étrangères sont insérés, alors que 43 % de diplômés sénégalais ne le sont pas”, in *Le Quotidien*, n° 2731, du vendredi 24 février 2012, p. 3.

19. Par “paradis scientifiques”, nous entendons les universités occidentales qui réunissent les conditions idéales pour pratiquer une recherche scientifique. 20. Par “devenir historique”, nous entendons les perspectives d’insertion dans les plus grands instituts de recherche du monde et les possibilités de bénéficier, dans son domaine de prédilection, de la reconnaissance de ses pairs.

21. Bernard Belloc, Pierre-François Mourier, *L’Académie au pays du capital. Points de vue sur deux systèmes universitaires aux États-Unis : la Californie et le Wisconsin*, Paris, PUF, 2010, pp. 9-10. 22. Amadou Ibrahima Dia, “Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines : le Sénégal”, in *Global migration perspectives*, n° 32, 2005, pp. 1-27. 23. *Ibid.*, p. 8.

24. Cette formule est presque rare dans certaines facultés de l’université Cheikh-Anta-Diop de Dakar. Si elle existe, certaines spécialisations semblent, selon C.S., être lésées au profit d’autres. 25. Jean-Émile Charlier, Sarah Croché, “L’inéluctable ajustement des universités africaines au processus de Bologne”, in *Revue française de pédagogie*, n° 172, juillet-août-septembre 2010, pp. 77-84.

26. *Ibid.*, p. 77.

susceptibles de contribuer à la visibilité et à la reconnaissance de l'institution d'accueil par la qualité de leurs travaux scientifiques. Par ailleurs, ces migrants scientifiques représentent une manne financière non négligeable pour ces institutions. Par leurs frais de scolarité et de séjour, ils contribuent au renforcement du budget universitaire et à son fonctionnement.

Il faut toutefois signaler que depuis quelques années, le Canada et les États-Unis ont un grand succès auprès des étudiants sénégalais du fait de la performance de leur système d'enseignement supérieur, des possibilités d'insertion au terme de la formation universitaire, mais surtout du fait qu'au niveau mondial la France *"a perdu sa troisième place de pays d'accueil d'étudiants étrangers (derrière les États-Unis et le Royaume-Uni) au bénéfice de l'Australie"*²⁷.

L'un des facteurs les plus déterminants de l'attrait des étudiants sénégalais pour les universités nord-américaines réside dans le fait que celles-ci, dans leurs structures et fonctionnement, minorent le taux d'échec. Étudiants, enseignants et administrateurs universitaires s'engagent et œuvrent pour leur "réussite commune". Mieux, enseignants et étudiants s'évaluent mutuellement. Tout cela contribue à mettre en confiance l'étudiant et à instaurer un véritable environnement d'apprentissage, où étudiants et enseignants ne se regardent pas en chiens de faïence.

La politique de séduction des institutions américaines concerne également les sommes importantes dédiées au fonctionnement des universités. Les financements proviennent de l'État et du privé, mais aussi de l'apport des anciens étudiants de l'université. Comparé à d'autres systèmes d'enseignement supérieur dans le monde, le système américain semble être imbattable dans le domaine du financement. Les analyses faites par Bernard Belloc et Pierre-François Mourier sur le système

universitaire californien montrent avec beaucoup d'évidence cette réalité. Selon eux *"le budget de la seule université de Californie représente (...) 40 % de la dépense totale française, enseignement supérieur et recherche civile réunis"*²⁸.

Conclusion

La mobilité des étudiants sénégalais est due à plusieurs facteurs liés entre autres au processus de dévalorisation de l'intellectuel-étudiant dans la "pyramide des positions sociales", aux expériences individuelles au sein du campus universitaire et aux politiques de séduction des universités occidentales. S'il est admis que l'enseignement supérieur est à la base de tout développement économique et social, il convient de rappeler que son épanouissement est lié au degré de motivation des étudiants et à leur maintien dans le système. Dans un monde en cours de globalisation continue, où la capacité de créer, d'inventer, d'entreprendre, d'imaginer compte au moins autant que la possession de matières premières, l'enjeu principal réside dans le développement des institutions universitaires par leur financement et par la mise en place de structures et d'une gouvernance capables de faire d'elles des pôles d'attraction²⁹.

Les politiques universitaires doivent être plus ambitieuses, mieux conçues et plus sérieuses. Sinon, *"comment former une élite techniquement compétente, intellectuellement ambitieuse et tournée vers l'excellence, lorsque les institutions d'enseignement supérieur et de formation technique et professionnelle sont parfois sacrifiées au nom de la rationalité économique fondée sur le calcul statistique du coût unitaire de formation, négligeant ainsi les besoins en compétences de haut niveau nécessaires au développement d'une société moderne dans toutes ses dimensions, que seul un enseignement supérieur de qualité peut assurer"*³⁰ ? ■

27. <http://www.slateafrique.com/87303/la-france-etudiants-africains-universites>. Consulté le 12 juin 2013.

28. Bernard Belloc, Pierre-François Mourier, *L'Académie au pays du capital*, op. cit., p. 19.

29. Il faut reconnaître que les mobilités estudiantines peuvent présenter des avantages pour l'institution de départ qui aura la possibilité de bénéficier, en cas de retour des étudiants, de potentiels chercheurs susceptibles de contribuer à son rayonnement scientifique.

30. Bamba Sakho, "Élite africaine et projet de transformation sociale", in Gassama Makhily (dir.), *50 ans après, quelle indépendance pour l'Afrique ?*, Paris, Philippe Rey, 2010, p. 523.